

## RAPPORT TRIMESTRIEL D'ALMA - 3<sup>e</sup> TRIMESTRE

### Renforcer la résilience pour la couverture de santé universelle

#### Introduction

La pandémie de COVID-19 continue de ravager les systèmes de santé, les moyens d'existence et les économies nationales. Les pays s'en trouvent sous une pression intense de protéger leurs acquis et d'opérer de manière plus efficiente, plus économique et plus efficace en termes de résultats et d'impact.

Le 6 octobre, le Partenariat pour la réponse factuelle à la COVID-19 a publié un rapport, intitulé « Répondre à la COVID-19 en Afrique : utiliser les données pour trouver un équilibre ». Ce rapport, adopté par la CUA, analyse de multiples sources de données pour aider les gouvernements à gérer la pandémie.

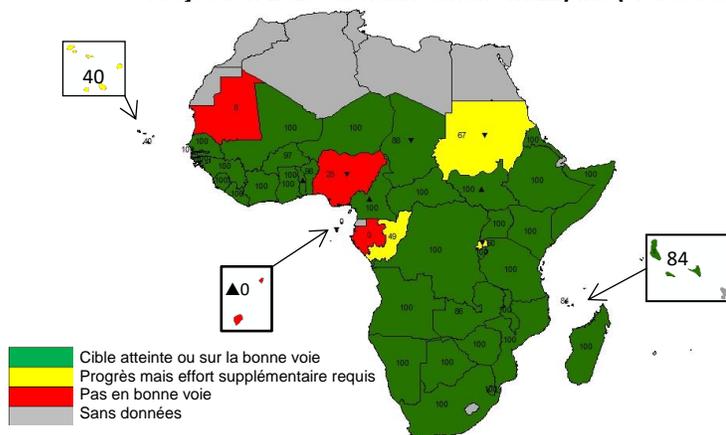
Dans la poursuite de cet objectif crucial, les pays d'Afrique et leurs partenaires sont félicités pour le maintien du financement et de la prestation de services contre le paludisme en pleine pandémie.

Il est certes remarquable, à la gloire du leadership des ministères de la Santé du continent, que plus de 95 % des campagnes MILD et IRS restent en bonne voie d'accomplissement d'ici fin 2020. Il semble que plus de 200 millions de MILD seront distribués dans le cadre de campagnes modifiées, par distribution de porte à porte tout en veillant au respect des mécanismes de prévention de la COVID-19. Dans les pays du Sahel, 20 millions d'enfants, soit plus que jamais encore, ont bénéficié de la chimioprévention du paludisme saisonnier.

#### MEMBRES

Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
Cap Vert  
Tchad  
Comores  
République du Congo  
République démocratique du Congo  
Côte d'Ivoire  
Djibouti  
Égypte  
Guinée équatoriale  
Érythrée  
Éthiopie  
Gabon  
Ghana  
Guinée  
Kenya  
Lesotho  
Liberia  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie  
Maurice  
Mozambique  
Namibie  
Niger  
Nigeria  
Rwanda  
République arabe sahraouie démocratique  
São Tomé et Príncipe  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie  
Afrique du Sud  
Soudan du Sud  
Soudan  
Swaziland  
Gambie  
Togo  
Ouganda  
République unie de Tanzanie  
Zambie  
Zimbabwe

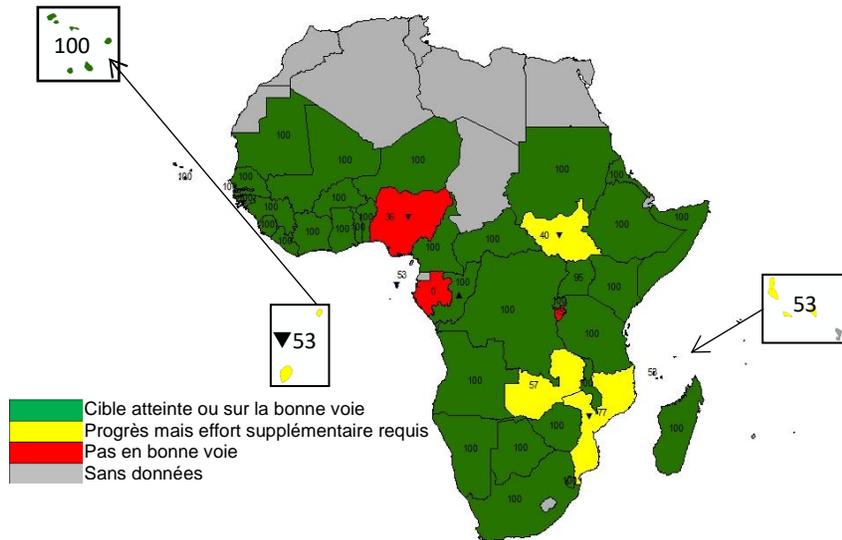
Projection 2020 du financement MILD/IRS (% des besoins)



Source : Carte de score d'ALMA - 3<sup>e</sup> trimestre 2020

*La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part d'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.*

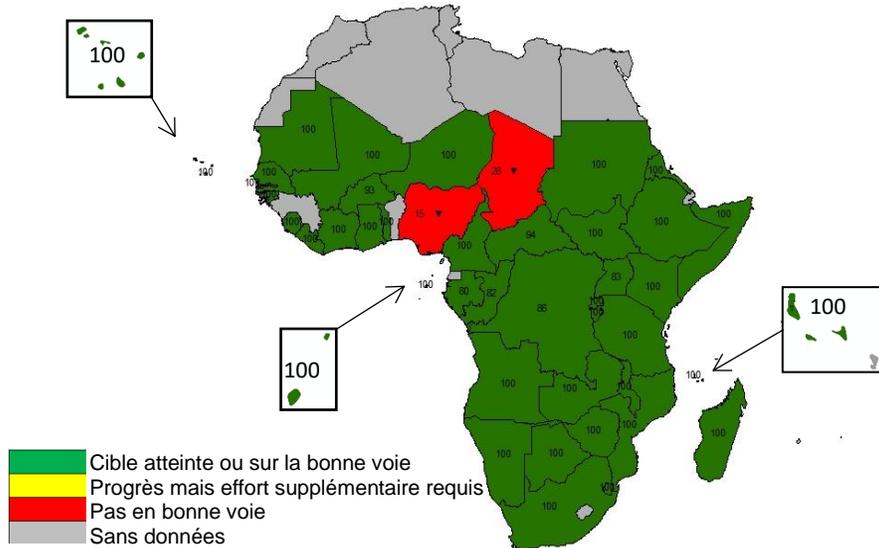
### Projection 2020 du financement TDR public (% des besoins)



Source : Carte de score d'ALMA - 3<sup>e</sup> trimestre 2020

La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part d'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

### Projection 2020 du financement CTA public (% du besoin)



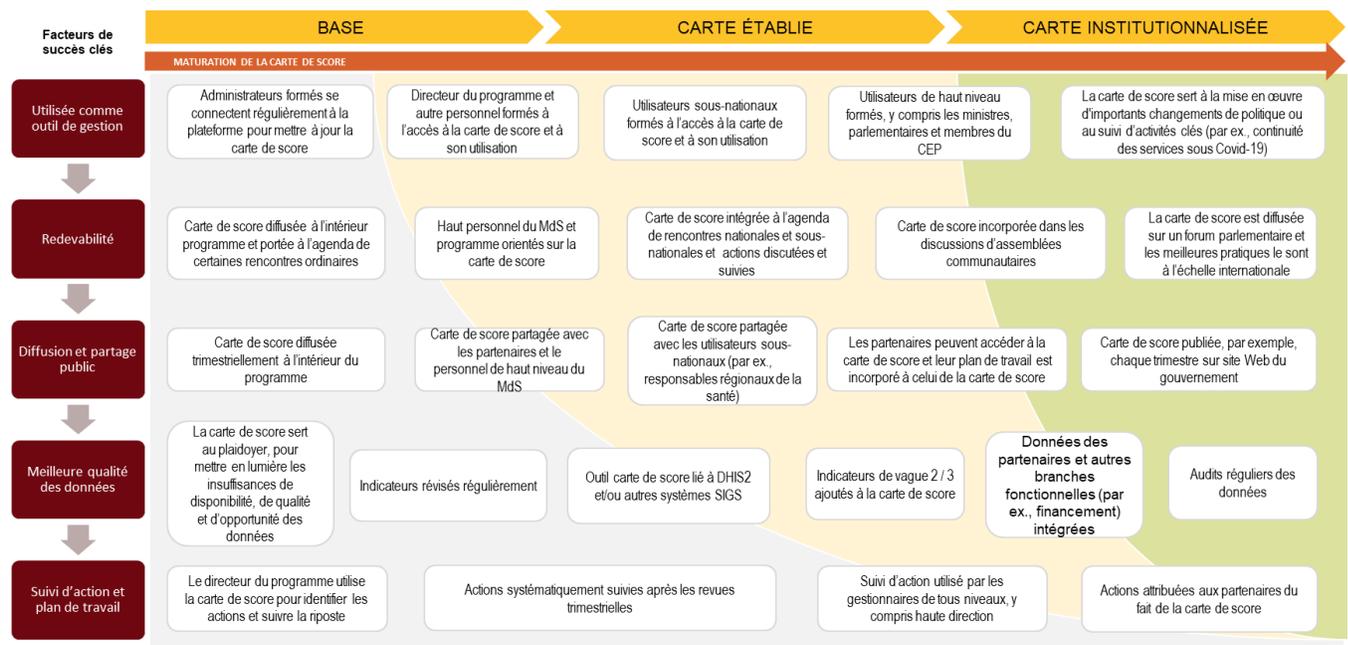
Source : Carte de score d'ALMA - 3<sup>e</sup> trimestre 2020

La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part d'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.



démocratisation de la santé. Le partage transparent des données favorise la participation de chacun à l'amélioration de l'état de santé des communautés.

Pour faciliter le processus, ALMA a mis au point un cadre de maturation de la carte de score.



Tous les pays sont appelés à poursuivre l'institutionnalisation de ces outils de redevabilité, dans le but d'assurer la pleine participation de tous les intervenants, y compris le secteur privé, les communautés, les jeunes, et consolider ainsi l'efficacité sur le long terme et de meilleurs résultats de santé pour les communautés. ALMA a établi une plateforme d'apprentissage virtuel à l'intention des pays, propice à l'accès aux outils et au soutien qui faciliteront ce processus critique.

### **Renforcer les capacités – Une armée des jeunes contre le paludisme**

S.E. M. le Président Uhuru Kenyatta a lancé un appel aux jeunes d'Afrique pour qu'ils se joignent à la lutte contre le paludisme. Les jeunes ont relevé ce défi avec enthousiasme et, sur tout le continent, participent activement à l'élaboration d'une stratégie d'engagement des jeunes qui leur permettra de devenir acteurs principaux dans le secteur de la santé, à travers la chaîne des valeurs. Cette participation des jeunes renforcera la capacité du secteur sanitaire à engager les communautés, en maintenant les services de santé essentiels et en rétablissant la demande réduite du fait de la pandémie de COVID-19, le tout sans manquer de résoudre les goulets d'étranglement. En exploitant l'immense potentiel des jeunes, on facilitera l'endigement de la pandémie, tout en minimisant son impact sur les communautés et en accroissant l'innovation et le recours à la technologie.

### **Utilisation efficiente et économique des ressources**

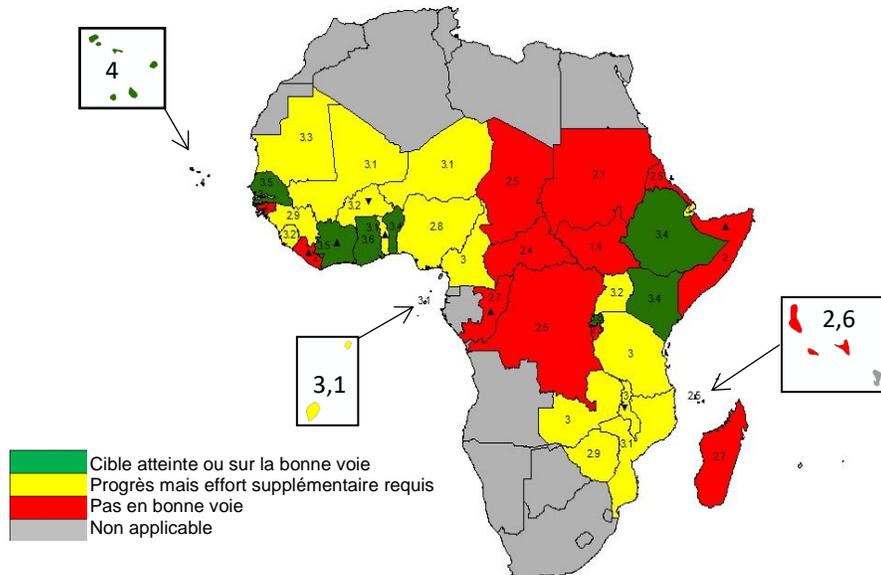
La Commission de l'Union africaine, en partenariat avec les blocs économiques régionaux, appelle les ministres des Finances et de la Santé à tracer collectivement la voie en préparation au redressement et à l'après-COVID-19. ALMA participe aux rencontres organisées à l'effet. Les messages fondamentaux qui en émanent sont clairs. Il faut :

1. Accroître l'allocation budgétaire du secteur public et la mobilisation de ressources nationales du secteur privé.
2. Adopter des approches gouvernementales intégrales de la santé, en engageant méthodiquement et efficacement tous les secteurs pour tenir compte des déterminants

sociaux de la santé tels que l'eau propre, l'alimentation et la nutrition, l'énergie propre et l'environnement.

3. Adopter des systèmes favorables à l'innovation et qui encourage l'utilisation de la technologie.
4. S'attaquer sérieusement au problème des fuites et du gaspillage.

### Indice 2019 de la Banque mondiale sur la gestion et les institutions du secteur public (CPIA Cluster D)



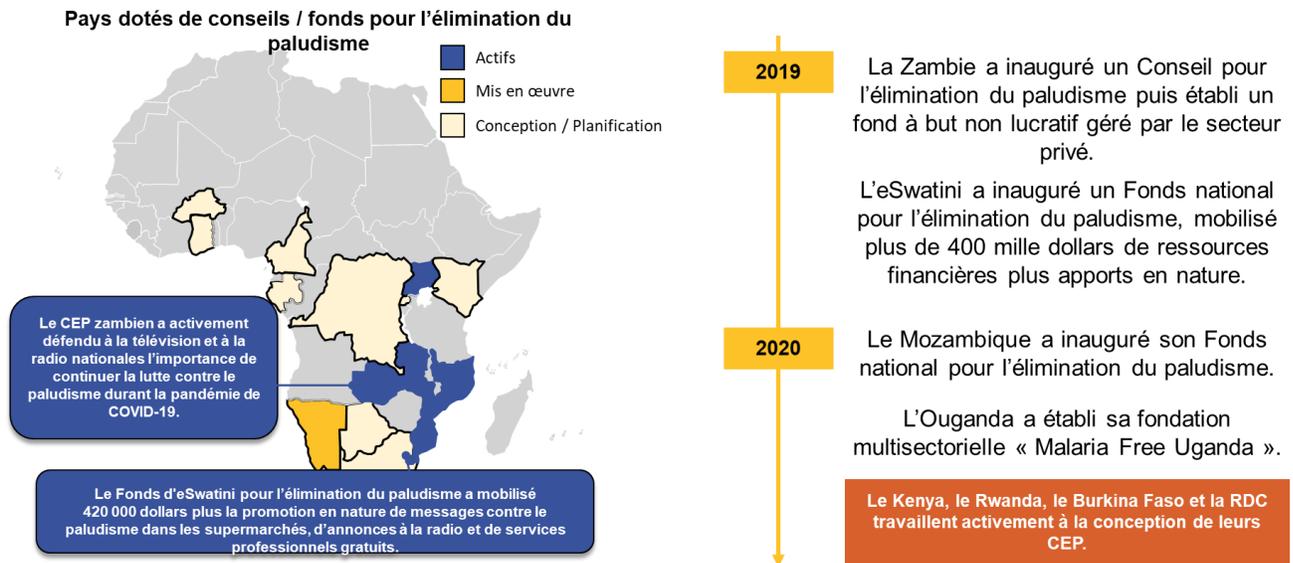
Il s'agit certes là d'objectifs qui méritent d'être poursuivis. L'évaluation de la Banque mondiale concernant la gestion du secteur public révèle une sous-performance continue des pays sur ce plan important.

Le Groupe indépendant d'experts de la redevabilité créé par le Secrétaire général de l'ONU pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents signale jusqu'à deux trillions de dollars américains de perte annuelle mondiale imputable à la mauvaise gestion des ressources dans le secteur de la santé.

#### **Conclusion - Plus d'argent pour la santé et plus de santé pour l'argent**

ALMA s'attelle, en collaboration avec les pays, à la mise en œuvre d'une autre priorité poursuivie sous la présidence de S.E. M. le Président Uhuru Kenyatta : l'établissement de conseils et de fonds nationaux pour l'élimination du paludisme. Ces conseils, multisectoriels, engagent tous les intervenants dans la lutte contre le paludisme et se réfèrent aux cartes de score pour suivre et évaluer les progrès réalisés, utilisant par ailleurs les suivis d'action pour surveiller la résolution des goulots d'étranglement. Les fonds mobilisent les ressources et capacités du secteur privé et des communautés pour compléter et augmenter les sources de financement traditionnelles (gouvernements et partenaires).

## Les pays de la région lancent activement des conseils et des fonds de lutte contre le paludisme dirigés et gérés par les pays



En combinant une plateforme multi-intervenants (le conseil) et un tels fonds, on veille à ce que la façon dont l'argent est dépensé revête tout autant d'importance que le montant mobilisé et dépensé pour améliorer la santé et les avantages socioéconomiques au profit des communautés. L'approche sera fondamentale durant la période de redressement de l'après-COVID-19, lorsque les pays d'Afrique et l'économie mondiale se trouveront à court de fonds. En 2020, les pays ont démontré leur leadership et leur soutien du maintien du paludisme parmi leurs priorités en dépit de la COVID-19, notamment en continuant à privilégier l'allocation de ressources nationales à la poursuite du combat. L'année qui s'annonce sera plus difficile encore, compte tenu de la diminution des recettes fiscales qui résultera du ralentissement économique. Il sera important, durant cette décennie pour l'élimination du paludisme, de ne pas nous laisser dérailler mais de poursuivre l'admirable engagement pris cette année pour éviter le renversement des gains considérables de ces 20 dernières années.